

Conclusion

Yannick Mathieu (DREAL RA) – Je vais donc demander à Christophe Quintin de se rapprocher de la table pour le mot de la fin et la conclusion de cette journée. Christophe Quintin est le directeur adjoint du SDSIE, service de défense de sécurité et d'intelligence économique au secrétariat général.

Christophe Quintin (SDSIE) – Tout d'abord je dois dire que suis très content d'être venu car les échanges ont été intéressants et on ouvert des perspectives. Par ailleurs, tout cela renforce certaines de nos idées sur la gestion de crise. Pour ceux qui ne connaissent pas notre service, nous sommes un service des deux ministères, comprenant trois métiers.

Le premier concerne l'animation d'une cellule de veille permanente destinée à alimenter les cabinets de toutes les informations qui les concernent en H/24.

Deuxième sujet majeur pour nous, c'est la préparation à la crise des services du ministère avec l'ensemble de notre réseau dans les DREAL et les DDT. Nous avons élaboré un mémento pour les situations de crise que l'on pourra vous transmettre avec notamment des réflexions sur les méthodes de travail en période de crise.

Troisième métier un peu plus militaire, c'est la protection physique des installations avec les points d'importance vitale qui concernent le ministère en particulier l'électricité, les centrales nucléaires, l'eau potable et la protection du secret de la Défense.

L'une de nos réflexions principales aujourd'hui, c'est la résilience des territoires. C'est un des sujets majeurs du livre blanc de la Défense en cours de révision. C'est un sujet sur lequel nous ne sommes pas particulièrement performants lorsqu'on voit la capacité de nos amis japonais à rebondir après Fukushima. Si cela arrivait en France, je pense que nous aurions beaucoup plus de mal à rebondir.

Cette résilience passe par la culture du risque qu'il faut inculquer dès l'école : c'est la formation, c'est aussi l'élaboration des plans communaux de sauvegarde dans les collectivités touchées par des risques. C'est ensuite la bonne gestion de la crise avec par exemple les entraînements, et puis dans un monde moderne, objet du colloque aujourd'hui, une résilience efficace passant par une bonne gestion des réseaux. On a vu aujourd'hui qu'il y avait des réseaux majeurs, l'eau potable et l'électricité, mais dans un monde moderne, la gestion des déchets aussi est fondamentale en période de crise pour pouvoir continuer à vivre correctement.

Notre philosophie au ministère aujourd'hui, consiste à dire que dans notre monde moderne, il faut laisser faire la gestion de crise par des gens qui connaissent le métier en période normale. Il faut donc maintenir aux commandes les opérateurs le plus longtemps possible. C'est une approche différente de celle que nous pouvions avoir avant. Nous avons parlé de tickets de rationnement : nous ne sommes plus dans cette logique-là. Le rôle de l'État est donc un rôle de facilitateur permettant aux acteurs d'avoir des échanges avant et pendant la crise, et surtout faire sauter les verrous administratifs réels – j'ai noté ce matin cette histoire d'escorte qui devait cahier à chaque passage de canton – ou des verrous réglementaires. Par exemple, lors de la crise de la paille l'été dernier, l'État a

compris que pour avancer rapidement, il fallait faire sauter des verrous réglementaires, afin de faciliter la gestion de crise, pour faire circuler des 44 tonnes et des transports le week-end. C'est le vrai métier moderne de l'État.

J'ai noté dans nos échanges l'importance d'une bonne connaissance à froid des opérateurs. Je pense que l'État et en particulier les DREAL peuvent jouer un rôle en organisant ces tables de discussion. Il y a la nécessité d'associer plus étroitement les collectivités locales, car elles tiennent les rênes de pas mal de réseaux et ce sont elles qui sont autorités concédantes ou qui financent. C'est un travail pour lequel nous avons à faire : nous avons proposé dans le cadre du livre blanc que les collectivités soient représentées au centre interministériel de crise ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Pour l'instant nous parlons avec les collectivités sur le terrain au niveau préfectoral, mais pas au niveau national.

Autre point marquant c'est aussi cette idée de vulnérabilité croisée des réseaux. Dans le cadre du livre blanc, nous avons aussi signalé que sur les points d'importance vitale aujourd'hui totalement sectoriels, nous avons besoin d'une approche horizontale. J'ai beaucoup aimé ce que vous avez fait en Rhône-Alpes sur les déchets et je serai preneur de réflexions. Si vous prenez une longueur d'avance il sera intéressant de suivre ce que vous faites à propos de cette vulnérabilité croisée sur laquelle il nous faudra travailler au niveau national.

Pour finir, j'ai noté que certains opérateurs disposaient de plans de continuité d'activité particulièrement performants. Philippe Ledenvic a remis le sien sur le tapis et ce que je retiens en tant qu'ancien DREAL, c'est qu'après 2009 le soufflet est bien retombé et qu'aujourd'hui nous avons des plans qui ne sont pas opérationnels. Nous avons un travail important du côté des services de l'État pour relancer et mettre à jour ces plans de continuité suite aux réformes profondes vécues ces trois dernières années.

Merci pour cette participation active, bonne continuation et bon travail !